

Accord du 13 novembre 2025

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

LEEM

Syndicat(s) de salariés :

CFDT

CFE-

CGC

CFTC

CGT-FO

UNSA

Il est convenu ce qui suit :

Article 1

Le paragraphe II « Salaires minima professionnels » de l'avenant I de la Convention Collective Nationale de l'Industrie Pharmaceutique est modifié, abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« II - Salaires minima professionnels

A compter du 1^{er} janvier 2026, les salaires minima mensuels pour 151,67 heures sont calculés à partir de la formule suivante :

$$y = a + bx$$

y : salaire minimum du salarié en fonction de son groupe et de son niveau de classification.

a : valeur constante, soit **1762,45 €**

b : nombre de points définis pour chaque groupe et niveau de classification. x : valeur du point, soit **9,36 €**

Salaires minima pour 151,67 heures		
GROUPES	POINTS	SMC au 1 ^{er} janvier 2026
1A/1B	8	1837,34
1C/2A	10	1856,06
2B	14	1893,51
2C/3A	23	1977,76
3B	28	2024,57
3C/4A	46	2193,07
4B	54	2267,96

4C/5A	77	2483,27
5B	88	2586,24
5C/6A	118	2867,08
6B	132	2998,14
6C	169	3344,51
7A	183	3475,57
7B	246	4065,33
8A	260	4196,39
8B	335	4898,49
9A	349	5029,55
9B	438	5862,70
10	494	6386,93
11	550	6911,17

Article 2 :

Les parties signataires du présent accord conviennent que si une revalorisation du SMIC devait avoir lieu à compter de la signature du présent accord, et que celle-ci avait pour effet de le porter à un montant supérieur au salaire minimum conventionnel (ci-après « SMC ») applicable aux groupes 1A à 2A conformément à la grille visée à l'article 1 du présent accord, les règles suivantes s'appliqueraient :

- Si une revalorisation du SMIC avait pour effet de porter le SMC applicable au groupe 1A/1B à un montant inférieur au SMIC, le SMC applicable aux salariés classés dans ces groupes sera porté au niveau du SMC applicable aux collaborateurs classés en 1C/2A tel que prévu à l'article 1 du présent accord ;
- Si une revalorisation du SMIC avait pour effet de porter le SMC applicable aux groupes 1A/1B/1C/2A à un montant inférieur au SMIC, le SMC applicable aux salariés classés dans ces groupes sera porté au niveau du SMC applicable aux collaborateurs classés en 2B tel que visé à l'article 1 du présent accord.

Article 3 :

Les parties signataires du présent accord ont souhaité la mise en œuvre d'une grille différenciée pour les collaborateurs ayant au moins 18 mois d'ancienneté. Ainsi, la grille suivante sera applicable avec une différenciation applicable au sein des groupes 1A à 2B :

GROUPES	POINTS	SMC au 1 ^{er} janvier 2026 (À partir de 18 mois d'ancienneté)
1A/1B	8	1844,57
1C/2A	10	1863,36
2B	14	1900,95
2C/3A	23	1977,76
3B	28	2024,57
3C/4A	46	2193,07
4B	54	2267,96
4C/5A	77	2483,27

5B	88	2586,24
5C/6A	118	2867,08
6B	132	2998,14
6C	169	3344,51
7A	183	3475,57
7B	246	4065,33
8A	260	4196,39
8B	335	4898,49
9A	349	5029,55
9B	438	5862,70
10	494	6386,93
11	550	6911,17

Afin de maintenir cette différenciation pour les salariés ayant au moins 18 mois d'ancienneté si la revalorisation du SMIC venait à impacter les SMC de l'article 1 du présent accord, les parties signataires ont convenu des dispositions suivantes : en cas de déclenchement du a. de l'article 2 du présent accord, le SMC applicable aux collaborateurs du groupe 1A/1B ayant au moins 18 mois d'ancienneté sera celui du groupe 1C/2A de la grille visée à l'article 3 du présent accord.

Article 4 : Clause de revoyure

Les parties signataires conviennent que si une revalorisation du SMIC devait avoir pour effet de le porter à un montant supérieur à ceux prévus aux articles 1 et suivants du présent accord, le Leem et les organisations syndicales de salariés représentatives de la branche se rencontreraient, dans un délai d'un mois à compter de la revalorisation susmentionnée, afin de discuter des possibilités d'ajustement de la grille des salaires minima conventionnels prévue aux articles 1 et suivants du présent accord.

Article 5 :

Conformément à l'article 3 de l'accord collectif du 6 juillet 2017 sur l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, les parties signataires du présent accord rappellent l'obligation de l'employeur d'effectuer chaque année la comparaison des rémunérations entre les femmes et les hommes et de prendre le cas échéant, les mesures de rattrapage et de rééquilibrage qui s'imposent.

Elles considèrent que le rééquilibrage des rémunérations entre les femmes et les hommes est un élément essentiel de l'équité dans les politiques salariales et demandent aux entreprises de corriger les éventuels écarts de salaire entre les femmes et les hommes exerçant les mêmes fonctions dans des conditions équivalentes.

Article 6 :

Les salaires minima conventionnels permettent une structuration économique ainsi qu'une régulation économique d'une branche. Dès lors, le présent accord est applicable à l'ensemble des entreprises et ne prévoit pas de stipulations spécifiques pour les entreprises de moins de 50 salariés.

Article 7 : Entrée en vigueur

Le présent accord entrera en vigueur au 1^{er} janvier 2026.

Il est en outre rappelé que le présent accord est soumis aux dispositions des articles L.2232-6 et suivants du code du travail pour l'exercice du droit d'opposition des organisations syndicales de salariés représentatives au niveau de la branche non-signataires du présent accord.

Article 8 : Dépôt

Conformément aux articles L. 2231-6 et D. 2231-2 du Code du travail, le présent accord collectif sera déposé en deux exemplaires auprès des services du ministre chargé du travail et remis au Secrétariat du Greffe du Conseil de Prud'hommes de Paris.

Article 9 : Extension

Les parties signataires conviennent de demander au Ministère du travail l'extension du présent accord collectif.